



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food
Trade Alliance

Alliance canadienne
du commerce
agroalimentaire

Pour diffusion immédiate

Les exportateurs agroalimentaires canadiens demandent au gouvernement fédéral de placer le commerce international au cœur de la reprise économique du Canada

Ottawa (Ontario). Le 8 avril 2021. L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) a publié aujourd'hui un document stratégique détaillé sur le rôle que le commerce international peut jouer dans la création d'emplois, la sécurité alimentaire et la croissance économique au Canada. La COVID-19 continue d'ébranler l'économie canadienne, et le meilleur moyen pour le Canada de favoriser sa reprise économique dans le cadre de cette crise est donc de miser sur ses forces.

Le document intitulé « *Soyons ambitieux et libérons le potentiel du commerce agroalimentaire pour alimenter la reprise économique du Canada* » présente un ensemble de points de vue et de recommandations de politiques réalisables sur la meilleure manière pour le gouvernement fédéral de miser sur le secteur agroalimentaire pour protéger dès maintenant notre économie et assurer une reprise post-pandémie la plus vigoureuse possible. Le document signale en outre la nécessité de consulter et de faire participer les intervenants concernés à la concrétisation de ces mesures, relativement au processus de négociation des accords, ainsi qu'en ce qui a trait à leur mise en œuvre et au respect de leurs dispositions.

Les membres de l'ACCA exhortent le gouvernement fédéral à envisager diverses politiques qui permettront au secteur agroalimentaire de jeter les bases de la reprise économique canadienne. Voici un exemple des recommandations présentées :

- Reconnaître le commerce international à titre de pierre angulaire de l'avenir de l'agroalimentaire et de la résilience des chaînes d'approvisionnement.
- Créer un poste de responsable de la mise en œuvre des accords commerciaux à Affaires mondiales Canada qui contribuerait à combattre le maintien des barrières non tarifaires dans le monde.
- Régler les difficultés associées aux mesures commerciales restrictives qui continuent de freiner les exportations canadiennes en Union européenne dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (AECG), tout en poursuivant les travaux visant à assurer la pleine mise en œuvre des accords commerciaux de l'ACEUM et du PTPGP.
- Poursuivre les démarches visant à diversifier les relations commerciales du Canada par la conclusion d'accords de libre-échange globaux avec le Royaume-Uni et l'Association des Nations des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la conclusion de pourparlers avec l'Alliance du Pacifique en Amérique latine, ainsi que des discussions sur la possibilité de moderniser l'accord de libre-échange Canada-Corée du Sud et l'accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie.
- Intensifier les démarches concernant la modernisation de l'OMC de concert avec les exportateurs, afin que le système commercial international redevienne pertinent et retrouve sa place au cœur du commerce international.

CITATIONS :

« Les recommandations que nous soumettons aideront le Canada à saisir les occasions qui se présentent sur la scène du commerce international à une période où il n’a jamais été aussi important de trouver des moyens de créer et de protéger des emplois et d’assurer la croissance de l’économie. Les exportateurs de produits agroalimentaires sont prêts à travailler avec le gouvernement fédéral pour que ce siècle soit celui où l’agroalimentaire canadien se démarque. Il est temps de faire preuve d’ambition et de libérer le potentiel de prospérité de ce secteur remarquable de l’économie canadienne qu’est celui de l’agriculture et de l’agroalimentaire ».

« Durant la crise mondiale de COVID-19, le secteur agroalimentaire a clairement démontré qu’il était au cœur de la vie moderne partout dans le monde. Le secteur a permis l’approvisionnement d’une abondante diversité d’aliments de grande qualité aux détaillants et aux consommateurs, d’aliments pour animaux et d’intrants aux producteurs agricoles et à l’industrie alimentaire. Le commerce agroalimentaire a en outre permis de garder bien pleines les tablettes des magasins d’alimentation, de ne pas faire grimper les prix des aliments et de garder fonctionnelles les chaînes d’approvisionnement qui assurent la production et le transport des vivres. Le Canada devrait donc miser sur ses propres forces en plaçant l’agroalimentaire au centre des interventions canadiennes visant à lutter contre la pandémie et à assurer la reprise économique par la suite ».

Les membres de l’ACCA, c’est-à-dire les agriculteurs, les éleveurs et les transformateurs d’aliments, contribuent annuellement pour près des 100 millions \$ à l’économie canadienne et soutiennent un million d’emplois en milieux urbain et rural au Canada.

--30--

L’ACCA est le porte-parole des exportateurs canadiens de produits agroalimentaires et représente les 90 pour cent d’agriculteurs qui dépendent du commerce international, ainsi que les éleveurs, les producteurs, les fabricants et les exportateurs de produits agroalimentaires qui souhaitent assurer la croissance de l’économie par un meilleur accès aux marchés internationaux. Les industries représentées sont celles du bœuf, du porc, de la viande, des grains, des céréales, des légumineuses, du soya et du canola de même que celles du sucre, du malt et de la transformation des aliments. Les secteurs représentés par l’ACCA soutiennent plus d’un million d’emplois en milieux rural et urbain dans tout le Canada.

Pour plus d’information :

Claire Citeau

Directrice générale

Tél. : 613 560-0500/Cellulaire : 613 266-9104

cciteau@cafta.org